

Communiqué du Conseil d'administration de RESOSUP du 18 octobre 2010.

L'insertion professionnelle des diplômés des universités : les mauvais choix de la communication ministérielle

Plusieurs médias ont relayé des informations concernant les résultats de l'enquête nationale sur le devenir des diplômés de Master des universités.

Notre association professionnelle, qui regroupe les observatoires universitaires, a travaillé depuis deux ans avec les différents partenaires (Ministère, Conférence des présidents d'université, Céreq) à la préparation de cette opération d'envergure ; ses membres, professionnels du domaine ont tous mené à bien cette enquête dans leurs établissements respectifs. Les remarques que RESOSUP porte sur la communication ministérielle des résultats de cette enquête n'en ont que plus de poids :

Au lieu de mettre en avant un « hit-parade » entre les universités et même par filière, pourquoi ne pas simplement donner le grand résultat de cette enquête : les universités offrent une meilleure insertion professionnelle aux titulaires de bac + 5 (Master) que ce que l'on en dit généralement ?

Au lieu d'utiliser un seul indicateur (le taux d'insertion) pour départager à 0,1 % les universités, pourquoi ne pas rendre compte de la complexité du réel à travers plusieurs indicateurs, ce que tous les professionnels du secteur font depuis des décennies ?

Au lieu de comparer des chiffres incomparables pour aboutir « au premier palmarès des universités », pourquoi ne pas publier – comme le Ministère s'y était encore récemment engagé – des résultats tenant compte des caractéristiques des marchés locaux du travail, de celles des populations de chaque université et de l'offre de formation de chaque université ? Peut-on sérieusement comparer les « performances » d'une université parisienne spécialisée qui existe depuis le Moyen Age à une université pluridisciplinaire d'une ville moyenne créée après guerre ?

Au lieu de laisser croire que la volonté de savoir ce que deviennent les diplômés des universités est récente et mal coordonnée, pourquoi ne pas rappeler que les premiers observatoires universitaires existent et font des études sur l'insertion des diplômés depuis les années 90 et que la grande majorité des universités ont une structure de ce type depuis 5 ans ?

Au lieu de se précipiter dans une communication parfois incertaine (confusion entre un « pourcentage de diplômés en emploi au bout de 30 mois » et un taux d'insertion (nombre de diplômés en emploi sur nombre de diplômés sur le marché du travail, des taux d'insertion qui miraculeusement atteignent 100 %, certaines universités classées dans des domaines où elles ne devraient pas être, des taux de réponse très variables d'une université à l'autre mais non communiqués, une focalisation sur certains secteurs pour lesquels les données brutes peuvent être trompeuses...), pourquoi ne pas faire ce que le Ministère avait annoncé qu'il ferait : une concertation entre les services centraux et les présidents d'université appuyés par leurs observatoires avant une publication nationale de manière à corriger des erreurs que seuls les acteurs locaux pouvaient expliquer ?